

Il faut se méfier des politiques industrielles

L'invité

Christophe Reymond

Directeur
du Centre patronal



En marge de la fermeture annoncée de l'usine Vetropack à Saint-Prex et d'une ligne de production chez Stahl Gerlafingen dans le canton de Soleure, il est à nouveau question de déployer en Suisse une politique industrielle. Les syndicats et des politiciens de tous horizons le réclament au travers d'interventions parlementaires ou médiatiques. La revendication va au-delà des demandes d'explications, légitimes, qui sont adressées aux dirigeants de sociétés qui annoncent des restructurations. Car mettre en place une politique industrielle, c'est une toute autre histoire.

Pas simple, en premier lieu, de déterminer quelles activités seraient éligibles aux grâces étatiques. La fabrication de bouteilles avec des déchets de verre en fait-elle partie? Le traitement de la ferraille pour créer de l'acier recyclé aussi?

Généralement, on avance des objectifs de nature stratégique pour justifier une politique industrielle: renforcer la sécurité nationale, assurer l'approvisionnement, lutter contre le réchauffement climatique. Quant aux instruments envisageables, ils consistent soit en le versement de subventions, soit en des mesures de nature protectionniste (aide à la production ou à l'exportation, droits de douane, contingents). Certains États vont jusqu'à pratiquer les nationalisations.

L'histoire économique est riche en déploiements de volontarisme industriel. La France et la Grande-Bretagne sont intervenues dans le domaine des hautes technologies dès les années 1960. De nombreux gouvernements ont tenté de

préserver certains secteurs économiques (textile, construction navale, sidérurgie). La Suisse y a aussi succombé, par exemple au siècle passé dans le domaine de l'horlogerie alors en perte de vitesse.

Le point commun de ces interventions étatiques et qu'elles échouent le plus souvent dans les économies avancées. Elles entraînent différents effets pervers qui parfois se cumulent: capacités de production gonflées artificiellement, non-réactivité aux changements technologiques, promotion de technologies obsolètes, distorsion de concurrence. Elles ont bien sûr un coût, qui est assumé par le consommateur ou le contribuable. Et l'on ne parle pas des risques de fraude ou d'abus, ni de la bureaucratie forcément mise en œuvre.

«Les aides à des entreprises ou des secteurs se font le plus souvent pour des motifs politiques et aux frais du contribuable.»

Ce n'est pas le rôle des autorités politiques d'influencer l'activité économique car elles le font avec toutes sortes d'arrière-pensées, politiques précisément, qui échappent à la logique entrepreneuriale. Les investisseurs privés, eux, sont focalisés sur leur projet et leur consacrent toute leur énergie car leur argent est en jeu. Les gouvernements, pour leur part, jouent avec celui des autres et sans grande conséquence. Lorsqu'on peut juger du résultat de leur action, ils ne sont en général plus en fonction depuis longtemps.